

M. Cafik: Si l'opposition pense que nous pouvons en finir demain avec ce projet de loi, nous passerons ensuite aux modifications à la loi nationale sur l'habitation.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE—L'OPPORTUNITÉ DE REPORTER LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DANS L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, le 13 février dernier, j'ai posé une question au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) concernant la conversion au système métrique. Je l'ai fait pour deux raisons, la première étant mon souci du public en général concernant le programme de conversion et la deuxième découlant du fait qu'à partir du 1^{er} mai prochain toutes les demandes déposées aux termes de la loi nationale sur l'habitation devront obligatoirement utiliser des mesures métriques pour être conformes à une directive émise par la SCHL en dépit du fait que l'industrie du bois de construction n'a pas encore été convertie au système métrique et ne le sera probablement pas avant longtemps.

La réponse est fort simple. Environ 80 p. 100 de notre bois de construction s'en va aux États-Unis qui, quant à eux, n'ont pas encore adopté le système métrique. Nous allons donc nous retrouver confrontés après le 1^{er} mai prochain à une situation dans laquelle les entrepreneurs devront utiliser des plans et des normes rédigés en mètres et en centimètres alors que le bois de construction sera mesuré en pouces et en pieds. C'est de la confusion métrique et non pas de la conversion métrique. Nous avons maintenant des degrés Celsius au lieu de degrés Fahrenheit, des kilopascals au lieu de pouces de mercure, des kilomètres à l'heure au lieu de milles à l'heure et des facteurs de refroidissement mesurés en chiffre plutôt qu'en température. Les gens ne savent pas s'ils doivent mettre un tricot, un manteau, une veste ou un chapeau et des gants. Les stations de radio donnent les températures en degrés Celsius. Il arrive qu'elles les donnent à la fois en degrés Celsius et Fahrenheit. Je crois savoir cependant que les stations de radio devront payer des amendes à l'avenir si elles donnent des mesures autres qu'en degrés Celsius. C'est extraordinaire tout de même dans un pays démocratique.

● (2205)

Je ne voulais pas mécontenter le ministre quand je lui ai posé ma question le 13, mais il s'est vite fâché. Il m'a alors répondu que tous les partis à la Chambre avaient approuvé sur résolution la conversion au système métrique mais d'après ce que je sais, c'était une motion générale et les orateurs de tous les partis de la Chambre étaient d'accord sur le principe. Je n'étais pas encore député à cette époque, mais je suis surpris que l'on n'ait pas voté. Et maintenant, les fonctionnaires, forts de cette résolution ont lancé en catimini et sans autorisation officielle de la Chambre un programme de conversion au système métrique qui a semé la plus grande confusion et qui a coûté bien cher au contribuable. On ne peut jamais dire ce que cette initiative aura coûté à l'industrie mais si l'on considère

L'ajournement

tous les changements qui doivent être faits, cela ira certainement chercher dans les milliards de dollars.

Nous pouvons en avoir une petite idée puisque des détails nous ont été fournis à ce sujet dans une réponse à une question que j'avais posée à la Chambre. J'ai demandé quel avait été le coût de la conversion au système métrique depuis 1971, soit le coût administratif de cette opération, mais non pas le coût que l'industrie avait répercuté sur le consommateur. Il est jusqu'ici de 24 millions de dollars. En réponse à une question écrite, le ministère de l'Industrie et du Commerce m'a fait savoir que des comités sectoriels ayant été créés, leurs frais de déplacement ont atteint \$1,306,625, soit plus de 1.3 million de dollars pour faire parcourir le Canada de long en large à ces comités sectoriels! L'impression et l'édition du *Metric Monitor*, cette feuille de propagande qui vante les mérites du système métrique, coûtent \$242,688. Sa distribution coûte \$423,736.26.

En réponse à ma question, le ministre a déclaré qu'il n'y a pas eu de bill sur le système métrique. Je voudrais lui signaler le bill C-23 qu'à l'automne de 1977, le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque a présenté et qui tendait à faciliter la conversion au système métrique. Par suite de ce bill, il n'est plus question d'acres mais d'hectares, plus question de boisseaux mais de tonnes. Personne n'a eu le verbe plus haut à cette occasion que l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner), si ce n'est peut-être le député de Vegreville (M. Mazankowski), le député de Halton-Wentworth (M. Kempling), le député de Red Deer (M. Towers), ou moi-même. Le ministre a lutté côte à côte avec nous contre ce projet de loi. Pourquoi a-t-il modifié son attitude du jour au lendemain? C'est apparemment ce qu'il a fait.

La Grande-Bretagne a adopté le système métrique qui lui pose de nombreux problèmes et elle s'en repent. Il en est de même de l'Australie. D'autre part, les États-Unis ont adopté une mesure rendant l'adoption du système métrique volontaire, mais non obligatoire. Je voudrais citer le bref passage suivant tiré d'un éditorial qui figurait dans le *Spectator* de Hamilton le jeudi 28 mars 1978:

Le contraste qui existe entre la façon dont les États-Unis et le Canada ont réglé la question du système métrique correspond à celui qui existe entre une démocratie et une dictature... le Canada a même refusé à l'opinion publique de se faire entendre; le système métrique a simplement été imposé par une bureaucratie qui n'a aucun compte à rendre à la population.

Les Américains ont eu un choix, les Canadiens ont reçu des ordres.

En terminant, voici simplement ce que je demande: suspendons la métrisation tant que nous ne pourrions pas nous entretenir avec nos homologues américains de ses répercussions. Le ministre a déclaré ce qui suit, comme en fait foi le compte rendu:

Je me trouve dans une situation très avantageuse en ce sens que mon chef me demande mon opinion sur toutes les questions.

J'espère que le ministre conseillera à son chef de suspendre la métrisation tant que nous n'aurons pas débattu la question avec les Américains, afin que nous nous concertions pour agir pas à pas. Autrement, la métrisation coûtera aux contribuables et aux consommateurs canadiens des milliards de dollars.

● (2210)

M. Frank Maine (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, à compter du 1^{er} mai 1979, toutes les demandes d'aide établies en vertu de la loi nationale sur l'habitation doivent être exprimées en